ELECTIONS LEGISLATIVES DE JUIN 1968

XIIe circonscription - QUINZE-VINGTS-BERCY

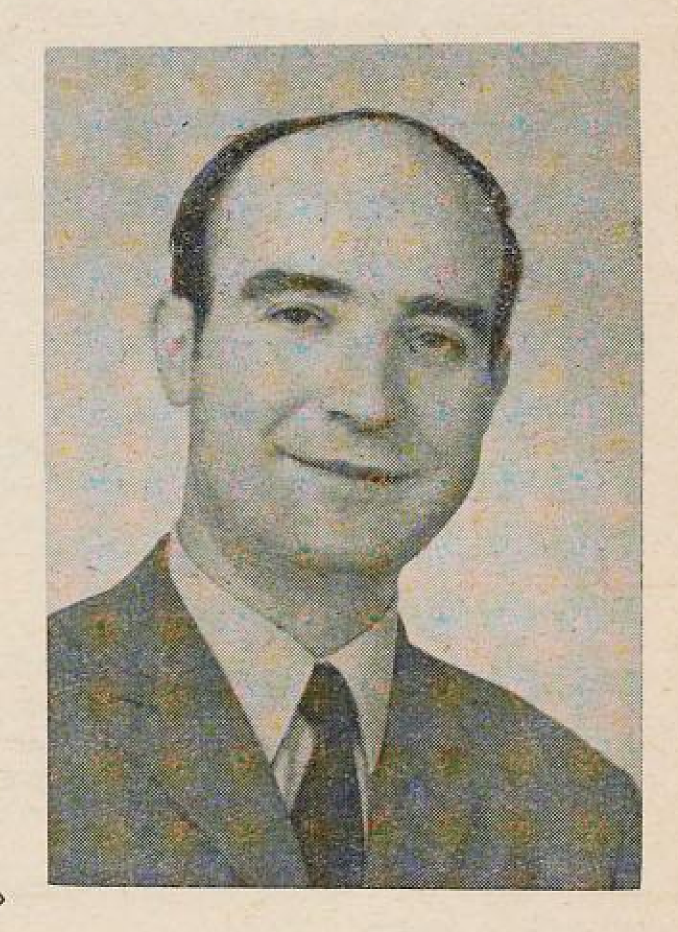


Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste

Candidate :

Marie-Thérèse EYQUEM

Médaille d'Or de l'Education Physique
Officier des Palmes Académiques
Chevalier de la Légion d'Honneur
Inspectrice Principale
de la Jeunesse et des Sports
Présidente du Mouvement Démocratique Féminin
Présidente du Club « Démocratie et Développement »
du XIIe Arrondissement de Paris
Membre du Praesidium
de la Convention des Institutions Républicaines
Membre du Bureau Politique
et de l'Exécutif de la Fédération de la Gauche
Démocrate et Socialiste
Chargée des Affaires Sociales
au Contre Gouvernement



Candidat Suppléant :

STELIO FARANDJIS

Professeur Agrégé d'Histoire
Assistant à la Sorbonne
Président du Club « Démocratie et Université »

Chères électrices, Chers électeurs,

Encouragée par la confiance que des milliers d'entre vous m'avez témoignée lors des précédentes élections, je me présente de nouveau à vos suffrages.

Les événements qui ont secoué notre pays en mai dernier et qui n'étaient ni prémédités ni concertés ont révélé le malaise profond de notre pays **après dix ans de pouvoir gaulliste.** Il n'est pas une couche de notre société qui ne souffre de l'incurie d'un Gouvernement dont rien ni personne n'a gêné l'action dictée par le général de Gaulle à ceux qui,

malgré les quelques murmures giscardiens jamais suivis d'effets, l'ont soutenu servilement :

Travailleurs voyant s'amenuiser les libertés syndicales et s'accroître le chômage (500.000 chômeurs avoués ; 200.000 jeunes sans emploi) ;

Agriculteurs dont l'effort d'industrialisation est insuffisamment soutenu et dont la reconversion débouche sur le prolétariat du secteur tertiaire ;

Etudiants qu'une Université sclérosée s'est montrée incapable d'orienter vers des débouchés possibles leur refusant en outre toute responsabilité ;

Enseignants mal payés, non associés à l'élaboration d'une réforme incohérente ;

Commerçants et artisans victimes d'une fiscalité inique, favorisant les possédants et les spéculateurs ;

Cadres inadaptés à la conjoncture malgré les « prévisions » gouvernementales appuyées sur « l'informatique » dont ce gouvernement est si fier et dont on se demande à quoi elle sert;

Femmes dont aucune mesure ne soulage la double journée de travail, subissant une inégalité de salaires pour un travail égal, recevant des prestations sociales injustement réparties et insuffisantes.

Jeunes qu'une formation professionnelle désuète laisse sans emploi.

Déshérités, plus touchés que les autres, **handicapés physiques, anciens combattants, rapatriés, retraités, vieux.**

Les citoyens de ce pays souffrent tous, en outre, sauf quelques rares privilégiés :

— de l'insécurité de l'emploi ou du chômage, de la vétusté des établissements hospitaliers, du manque de logements sociaux, de la transformation autoritaire de la Sécurité Sociale ;

— enfin et surtout de la méfiance de nos gouvernants, de leur mépris : « Les Français sont des veaux ; la France entière est un pays de veaux » ... « Les Français sont couchés et, voyez-vous, plus ils sont couchés plus ils sont heureux » (1) et de la disparition progressive du bien le plus sacré : la liberté de pensée et d'expression.

Devant cette faillite et ces contraintes l'explosion que personne n'attendait mais que tout justifiait s'est produite, une explosion spontanée et non pas une Révolution qui se prépare, s'organise, et profite de la faiblesse d'un Gouvernement et du désarroi d'une nation — ce qui a été le cas avant la menace de l'armée et des chars qui a créé un climat de guerre civile.

Dans son discours de mai, le général de Gaulle après avoir exalté sa politique et affirmé qu'il en changerait fondamentalement les données — ce, qui est pour le moins contradictoire — a déclaré qu'il « n'était pas gêné d'être un révolutionnaire ».

Non! le gaullisme ne changera ni ses objectifs, ni ses alliés. Donner des responsabilités aux citoyens, les faire « participer » c'est introduire, en même temps qu'une force d'initiative et de création dont l'Etat gaulliste se réserve l'exclusivité, la libre contestation dont il peut mourir. D'autre part, on ne peut servir à la fois l'intérêt des puissances d'argent et celui des citoyens. L'un et l'autre sont contraires. Le gaullisme a choisi et ne modifiera pas son choix. Nous avons choisi nous aussi et revendiquons le pouvoir pour le service des citoyens.

Un contrat de gouvernement pour la durée d'une législature liera l'ensemble de la gauche française et les républicains opposés au pouvoir personnel, désireux comme nous d'implanter pacifiquement, légalement, **sans violence**, le socialisme et la liberté.

Ce contrat qui prévoit une modification progressive des structures dans le respect des situations et des biens justement acquis, mais aussi une redistribution légale des revenus au moyen notamment de la fiscalité, relancera l'expansion liée en partie au Marché Commun et à l'Europe, amorcera le plein emploi, donnera la priorité des priorités à l'enseignement et au logement, transformera les services de santé et l'hospitalisation publique, convertira la force de frappe inutile et ruineuse à des fins pacifiques, assurera la participation de ceux qui sont à tous les degrés partie prenante, à l'élaboration et à la gestion.

Ce contrat sera la base d'un gouvernement solide et stable qui ne deviendra pas le jouet passif d'un homme providentiel, mais la réunion d'hommes et de femmes de valeur qui auront mérité la confiance populaire, et il sera seul capable de rendre aux citoyens de ce pays ce qui se trouve en filigrane dans le cri du mouvement de Mai : **leur dignité.**

Electrices, Electeurs,

Vous savez que la Fédération représente le socialisme démocratique et le respect des libertés,

Voter pour la Fédération, c'est, en la rendant puissante, équilibrer les forces de gauche,

Vous voterez UTILE,

Vous voterez Fédération.

Vu la candidate.

---

(1) Le général de Gaulle cité par Tournoux.

Imp. « E.P. », 232, r. de Charenton, Paris-12e